

**COMMUNE DE JUSSAC**

Accusé de réception en préfecture  
015-211500830-20200615-D2020-5-18-DE  
Date de télétransmission : 19/06/2020  
Date de réception préfecture : 19/06/2020

**délibération :  
D\_2020\_5\_18**

**SEANCE DU LUNDI 15 JUIN 2020**

Nombre de conseillers en  
exercice : 19

L' an deux mille vingt , le lundi 15 juin à 20 h 30, le Conseil Communal dûment  
convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle polyvalente de Jussac, sous  
présidence de Monsieur RODIER Jean-François, Le Maire.

Présents : 18

Date de convocation du : 10 Juin 2020

Votants : 18

**Présents :** Monsieur ANDRE Jean-Luc, Monsieur ARNAL André, Madame BASTIEN  
Joëlle, Madame CLUSE Nathalie, Madame COLOMB Yvette, Madame FOUSSAT  
Françoise, Madame GANE Cécile, Monsieur GRAFFOUILLE Pierrick, Monsieur  
LACROIX Michel, Madame LINARD Danielle, Madame MALHERBES Caroline,  
Madame PRADEL Céline, Monsieur RODIER Jean-François, Monsieur ROFFY  
Jacques, Madame ROUX Céline, Monsieur SCIORETO Cyrille, Monsieur VIOLLE Willy,  
Madame DELHOSTAL Anne

**Objet : Contrats  
d'Assurance des Risques  
Statutaires \_ CDG 15**

**Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Monsieur ROUX Hervé

**Secrétaire de Séance :** Madame Nathalie CLUSE

Le Maire expose :

- l'opportunité pour la Collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- l'opportunité de confier au Centre de Gestion du Cantal le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence
- que le Centre de Gestion peut, dans le cadre de ses missions à caractère facultatif, souscrire un tel contrat pour son compte, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la Collectivité.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

**DECIDE :**

La Collectivité charge le Centre de Gestion du Cantal de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : décès, accident / maladie imputable au service, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité
- agents IRCANTEC : accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, maladie grave, maternité / paternité / adoption, temps partiel pour motif thérapeutique

Elles devront prendre effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour une durée de 4 ans, et être gérées sous le régime de la capitalisation.

La décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

**Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0**

Au registre sont les signatures,  
Pour copie conforme,  
**Le Maire,**  
**Jean-François RODIER**

